

Opinion



D.R.

Serge Dupont

Docteur en psychologie



D.R.

Sophie Dechêne

Psychiatre infanto-juvénile

■ La prudence scientifique se transforme, dans les faits, en inaction politique. D'autant que cette prudence repose sur un paysage scientifique en partie dépassé.

plus souvent confrontés à des contenus nocifs. Les effets potentiels des réseaux sociaux ne se distribuent donc pas au hasard: ils amplifient les inégalités déjà existantes. L'inaction politique pénalise d'abord ceux qui ont le moins de ressources pour se défendre.

Face à cette littérature en évolution rapide, une question essentielle se pose: quel niveau de preuve faut-il pour agir? C'est précisément le sujet de l'éditorial publié récemment dans *JAMA* par la chercheuse Sheri Madigan. Elle y rappelle que, dans l'histoire de la santé publique, de très faibles effets individuels — souvent bien plus faibles que ceux observés aujourd'hui avec les réseaux sociaux — ont suffi à déclencher des mesures fortes, qu'il s'agisse du plomb ou du fluor. Ce qui importe, ce n'est pas la force de l'effet chez un enfant pris isolé-

ment, mais l'ampleur des conséquences lorsque cet effet touche des millions d'enfants en même temps. De petits impacts individuels peuvent ainsi se transformer en problèmes majeurs pour la société. "Les coûts de l'inaction sont élevés, et les coûts de la prévention sont faibles", conclut-elle.

Le rapport ignore l'appel signé par plus de 500 cliniciens belges — pédiatres, psychiatres, psychologues — qui observent quotidiennement la détresse des jeunes, en particulier celle de publics socialement fragilisés et souvent absents des échantillons auxquels les chercheurs ont accès.

tralie et le Danemark ont pris leurs responsabilités. Il est temps que la Belgique prenne les siennes.

OPINION

Dans dix ans, oserons-nous regarder nos enfants dans les yeux ?

■ La Belgique à court terme : un modèle d'épuisement socio-économique progressif ou le syndrome de la grenouille.

Bernard de Burlin

Entrepreneur et père de 3 enfants

La situation actuelle ne peut laisser indifférent. Sans se voiler la face et regarder franchement la situation et accepter qu'elle est en dégradation accélérée et continue à tous les niveaux, dans dix ans, oserons-nous encore regarder nos enfants dans les yeux?

En observant les politiques menées par les derniers gouvernements belges, on peine à déceler une once de stratégie d'avenir: tout paraît orienté vers l'urgence, la "gestion de crise", sans aucune vision ni projet de société. Le résultat? Une population épuisée, des couches sociales de plus en plus fragiles et un appauvrissement général accéléré si on le calcule réellement et que l'on enlève l'effet inflation.

Logique perverse

Prenons les chiffres: le ratio de la dette publique par rapport au produit intérieur brut (PIB) de la Belgique dépasse 106% en 2025. Le taux d'inflation a été encore de l'ordre de 4,3% en 2024, puis retombe autour de 2,4% en 2025. Le taux de croissance du PIB réel est faible: environ +1,0% pour l'année 2024. L'inflation est donc plus de deux fois plus rapide que la croissance. Nous nous appauvrissons donc et ce, depuis longtemps. Si l'on combine ces éléments, on constate une logique perverse: une croissance très faible, une inflation qui grignote le pouvoir d'achat, une dette qui continue de monter ou qui reste à un niveau très élevé. Autrement dit: la marge de manœuvre diminue, tandis que le coût de la gestion quotidienne augmente.

Dans ce contexte, les politiques publiques s'enlisent dans ce que l'on pourrait appeler "le court terme": répondre à l'immédiat (hausse des prix, pression sur les services publics, gestion budgétaire) plutôt que de bâtir pour demain. C'est un peu comme la grenouille qu'on plonge dans de l'eau chauffée doucement: elle ne saute pas car le changement est graduel, mais à terme elle est cuite. Le parallèle est évidemment provocateur mais éclairant: la Belgique n'explose pas brutalement, elle s'érode, petit à petit, alors que ses classes moyennes et populaires qui devraient représenter son avenir voient leur niveau de vie reculer ou stagner.

Cette érosion se traduit concrètement: des prestations sociales sous tension, des

pensions à l'équilibre instable, une dette publique imposant un service de plus en plus lourd, des incertitudes pour les jeunes générations quant à la qualité de vie qu'ils peuvent attendre. Et surtout: quel horizon? Qu'est-ce qui dans le projet politique fait encore "rêver"? Quelle ambition pour les générations futures? Si on ajoute à cela les craintes naissantes liées à l'environnement, la santé, la sécurité, les guerres qui se rapprochent, l'IA, la coupe est pleine.

Le rôle des responsables politiques est précisément cela: fixer un cap – non seulement pour faire face à aujourd'hui, mais pour donner envie. Donner envie de s'engager, d'investir, de croire que le pays a un sens, une direction. Or aujourd'hui, la Belgique paraît être projetée dans un environnement de "maintien" plutôt que de "construction" sans que ne surgisse une ambition collective forte pour "où voulons-nous aller dans dix-vingt ans".

Rêve collectif

Cette absence de rêve collectif pèse: les générations montantes ne peuvent pas se dire "Oui, je vais participer à un projet, à un pays qui me porte et m'aide à me projeter".

Le risque est que cela génère une démotivation civique, un désengagement, voire une montée du fatalisme. Un État dynamique est celui qui alloue, certes, des ressources pour le présent, mais qui mise aussi sur l'avenir, s'engage dans des transformations structurelles (transition écologique, innovation, formation, solidarité intergénérationnelle) plutôt que de se limiter à "tenir la barre".

En résumé: la Belgique est aujourd'hui face à une dynamique où l'urgence dominante absorbe le politique, empêchant le rêve, et petit à petit appauvrit — ou du moins pèse lourdement sur — des franges importantes de la population. Il ne s'agit pas seulement de "faire tenir les comptes", mais de construire une vision qui élève, fédère, motive. Parce que si l'on se contente de ne pas chavirer, on finit par dériver. Et dériver vers où...

Alors demain, on veut être le champion de quoi, comment allons-nous rendre les gens heureux?

C'est peut-être parce que nos politiques peinent à trouver des réponses qu'il est devenu si difficile de former des gouvernements ou finaliser des budgets...